AYLAN CONTRAINT BRUXELLES À METTRE SON STRING HUMANITAIRE ET SON COMPLET DROIT D'ASILE

Ces millions d'Aylan non photographiés...

Une photo sort d'une petite plage en Turquie et Aylan bouge les lignes en Europe. Les strings républicanistes, humanitaires et les faux dévots du droit d'asile s'obligent à quitter le bois.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les débats font rage en Europe autour de la question migratoire. En définitive, il ne s'agit ni plus, ni moins que de l'application de la Convention de Genève que l'Union européenne veut contourner, avec laquelle elle triche, louvoie, prétexte mille et une raisons pour fuir ses res

ponsabilités. Elles sont immenses, grandes, impossibles de s'en décharger aussi facilement. L'Irak ? Une grande partie de l'Europe moins l'Allemagne de Schroeder, la France de Chirac et la Belgique était de la guerre hors-la-loi, hors ONU, barbare de Bush junior contre un Etat laïque, debout, assurant l'essentiel et plus à sa population.

Qui peut, aujourd'hui, se lever, tenir longtemps un crachoir pour prétendre que le démantèlement de l'Etat Saddam Hussein a apporté la démocratie, les droits de l'Homme, la paix et la sécurité dans la Mésopotamie ? La Syrie ? Sans la résistance de Bachar Al Assad, celle des républicains, des chrétiens, des araméens, des musulmans normaux, nombreux dans le pays, rien à voir avec les intégristes-terroristes sanguinaires qui passent en boucle dans Al-Jazeera, BMTV, iTélé et les autres médias lourds occidentaux, sans la farouche détermination de l'armée et des services de renseignement damascènes, la tragédie dite migratoire serait encore plus insupportable, aujourd'hui.

Les rescapés des guerres de Syrie fomentées par la CIA, le Mossad, les services français et la fortune des Al-Saoud, racontent toutes et tous la même histoire. Ils quittent le pays à cause des exactions de Daesh, Nosra et des autres bandes criminelles de la nébuleuse djihadiste.

Des arrivants en Europe via les Balkans rencontrés à Bruxelles affirment même «fuir la Syrie de peur que Bachar ne tombe».

«Nous sommes terrorisés parce que Daesh avance et nous ne savons pas si l'armée syrienne tiendra, encore, davantage.» Aymen Bourhani, architecte, a travaillé sur la restauration de la mosquée des Alaouines, véritable joyau du savoir-faire et du savoir-penser Omeyyades, eux-mêmes se sourçant dans l'histoire profonde, lointaine, très lointaine de la nation. Il prend des notes avec précision (il tient, d'ailleurs, un journal quotidien qu'il n'a pas abandonné même pendant sa traversée qui l'a mené de Damas à Beyrouth, puis de Amman en territoire balkan via la Serbie jusqu'à la gare de Budapest d'où son cousin, nucléariste installé en Suède, l'accueille et lui conseille Bruxelles pour s'y installer.

Photo : DR

Le petit Aylan inhumé à Kobané.

Avec 2 000 euros «prêtés» par le cousin, il tient, se débrouille, sait ce que le mot «démarches» veut signifier en tracasseries, veuleries bureaucratiques et incompréhension. Sincère, il relève tout de même que l'office des étrangers (police fédérale chargée d'enregistrer et d'écouter les demandeurs d'asile) ne lui a pas mis les bâtons dans les roues. Il obtient rapidement l'annexe 26 (document qui ouvre à des droits élémentaires en attendant le traitement dans le fond de la doléance).

A Bruxelles, Aymen ne s'ennuie, certes, pas mais les nouvelles du pays ne sont pas bonnes. Pas de contacts avec Zeineb, la belle fiancée (il me montre sa photo, elle est vraiment belle), restée à Damas en attendant des jours meilleurs ou que le couple se décide, enfin, pour le mariage et pour le choix du pays où rester. La Belgique ou la Syrie.

Au courant, avec force détails, de la situation en Algérie des années FIS, GIA, AIS, Aymen se confie : «Une seule issue pour nous les Syriens, que Bachar Al Assad ne perde pas la guerre et puis après, vraiment après, l'on peut discuter de transition, d'élections et de démocratie.» Puis, plus loin : «Les terroristes doivent être vaincus chez nous comme ils l'ont été chez vous.»

Le petit Aylan a été enterré, hier, à Kobané, sa mort a soulevé des montagnes. Le Conseil des ministres européens de l'Intérieur qui devait se tenir le 14 de ce mois a été avancé à hier. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE planchent, déjà, sur le sommet extraordinaire qu'ils ont décidé pour prendre des mesures sur la question des réfugiés arrivant en masse.

Irak, Syrie, Libye : trois guerres de l'Occident-Otan que le corps sans vie de Aylan poussé sur la plage par les vagues de la Méditerranée indigne.

En s'habillant d'un string humanitaire, les chefs d'Etat et de gouvernement qui seront en conclave à Bruxelles, feront-ils retomber l'immense émotion que le martyre de Aylan a soulevée ? Pas sûr.

A. M.

Les Marocains votent pour des élections locales test avant les législatives

Les Marocains votaient hier pour des élections locales qui serviront de test pour le parti islamiste du Premier ministre Abdelilah Benkirane, à un an des législatives.

Ce scrutin doit donner un aperçu du climat politique dans le royaume, quatre ans après le mouvement de contestation populaire né dans le contexte du Printemps arabe, qui avait amené le roi Mohammed VI à faire adopter une nouvelle Constitution, à l'été 2011.

Quelques mois plus tard, le parti islamiste Justice et développement (PJD), jusque-là cantonné dans l'opposition, avait engrangé une victoire historique aux législatives.

Un an avant de remettre son mandat en jeu, M. Benkirane a affronté hier son premier «grand match électoral» en tant que chef du gouvernement, selon le journal *L'Economiste*.

Si les trois premières années de gestion du PJD n'ont pas produit tous les résultats escomptés — notamment en matière de lutte anticorruption, un de ses chevaux de bataille —, Abdelilah Benkirane, habile politicien, reste relativement populaire et espère que la cote de sa formation ne faiblira pas. Le Premier ministre a voté à Rabat vers 12h locales (11h GMT), devant une vingtaine de journalistes, quatre heures après l'ouverture des bureaux, qui doivent fermer à 19h.

Souriant mais réticent à s'exprimer, il a toutefois indiqué à l'AFP : «Tout ce que je peux dire, c'est qu'aujourd'hui le Maroc va faire un pas décisif au niveau de la démocratie».

Dans ce même bureau de la capitale, Habiba Ramzi, une octogénaire qui affirme «voter depuis l'indépendance du Maroc» (en 1956), espérait que les candidats allaient «enfin penser aux pauvres».

«Je leur dis : "Assez de corruption et de mensonges et plus d'éducation"».

Mohamed Mahdi, un quinquagénaire professeur d'université, affirmait lui voter «par devoir national et attachement à la patrie». Il a préféré ne pas révéler publiquement son choix comme la plupart des électeurs marocains.

«Tremplin»

Lors de la campagne, Abdelilah Benkirane avait jugé qu'une victoire de son parti serait «logique». Il se targue notamment d'une diminution sensible du déficit public, à la faveur d'une réforme réduisant les subventions sur l'essence et autres produits de grande consommation. Et cela sans heurt social majeur dans un pays où près d'un jeune sur trois est au chômage selon la Banque mondiale.

Depuis sa nomination début 2012, le chef du PJD, prudent, s'est par ailleurs efforcé de maintenir les meilleures relations avec le palais royal, qui conserve de larges prérogatives, tout en évitant les ratés des mouvements islamistes en Tunisie et en Égypte.

Ces derniers jours, il a en revanche adopté un ton tranchant à l'égard de ses principaux rivaux, notamment le Parti authenticité et modernité (PAM/Libéral, opposition), qu'il a accusé de financer sa campagne en «vendant de la poudre» (ndlr, de la drogue).

La «priorité (de M. Benkirane) ces quatre dernières années n'était pas tant le travail pour l'intérêt général que pour son clan», a rétorqué Mustapha Bakkoury, leader du PAM, un parti fondé en 2008 par un proche conseiller du roi et qui présente le plus de candidat aux communales (18 227).

Au total, près de 140 000 candidats se disputent plus de 32 000 sièges d'élus communaux et régionaux lors d'élections présentées comme une étape majeure du processus de «régionalisation avancée», inscrite dans la Constitution.

Photo : DR

Des militants du parti de gauche, Voie démocratique, appellent au boycott des élections.

Lors des précédentes élections locales, en 2009, le PAM avait raflé 21% des suffrages. Le PJD avait dû se contenter d'un modeste score de 5,4%.

Selon Mohamed Madani, politologue à l'Université Mohammed V de Rabat, ces scrutins locaux sont importants pour le PJD car ils serviront «de tremplin»pour les législatives. «Le PJD sait que sa représentativité locale va lui permettre de garder ses électeurs et renforcer sa position (en 2016)».

Le chiffre de la participation (52% en 2009) sera en outre scruté «dans un pays qui apprend à marcher sur la voie de la démocratie», selon le quotidien indépendant *Akhbar al-Yaoum*.

Deux formations ont toutefois appelé au boycott : la mouvance islamiste Al Adl wal Ihsane («Justice et bienfaisance»), interdite mais tolérée, et le parti Voie démocratique (extrême gauche).